

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer - CS70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 14/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOLVAY OPERATIONS FRANCE**

2 rue Gabriel Péri  
BP 116  
54110 Dombasle-Sur-Meurthe

Références : DT/601-2025  
Code AIOT : 0006209388

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SOLVAY OPERATIONS FRANCE implanté 55140 Saint-Germain-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 24/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLVAY OPERATIONS FRANCE

- 55140 Saint-Germain-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006209388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection a porté sur les dépôts d'explosifs et de détonateurs, dûment autorisés par arrêtés des 6 février 1984 (détonateurs) et 26 octobre 1987 (explosifs), présents au sein du périmètre de la carrière de roches massives exploitée par la société SOLVAY OPERATIONS FRANCE sur le territoire de la commune de Saint-Germain-sur-Meuse.

Ces explosifs sont mis en œuvre sur le site dans le cadre de l'abattage du gisement calcaire par tirs de mines profondes.

#### Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détonateurs	Arrêté Préfectoral du 06/02/1984, article 3	Sans objet
2	Détonateurs	Arrêté Préfectoral du 06/02/1984, article 7	Sans objet
3	Détonateurs	Arrêté Préfectoral du 06/02/1984, article 11	Sans objet
4	Explosifs	Arrêté Préfectoral du 26/10/1987, article 8	Sans objet
5	Explosifs	Arrêté Préfectoral du 26/10/1987, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a permis de relever aucun écart majeur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Détonateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/1984, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Le dépôt est constitué d'un placard réservé à cet usage, équipé d'une porte renforcée munie d'une serrure de sûreté, dans le bureau du chef mineur, situé à l'intérieur des installations de traitement du calcaire.</p> <p>Les portes du bureau sont blindées et la fenêtre est équipée de volets métalliques verrouillables de l'intérieur.</p>
<b>Constats :</b>  <p>La visite du dépôt de détonateurs a permis de constater que les dispositifs de sécurité étaient en</p>

<p>place (porte renforcée et serrure de sûreté).</p> <p>La porte extérieure du bureau est blindée et un volet métallique est présent au niveau de la fenêtre du local, alors que cette dernière a été murée par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Détonateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/1984, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance volumétrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un dispositif de surveillance volumétrique est installé dans le bureau où le dépôt est situé, avec branchement sur un réseau d'alerte sonore et lumineux...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une alarme volumétrique est présente dans le local de stockage des détonateurs.</p> <p>Cette alarme, qui déclenche un signal sonore et lumineux en cas d'actionnement, est reliée à une société de télésurveillance, qui peut informer à tout moment le cadre d'astreinte de la société.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Détonateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/1984, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérifications périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bon état des dispositifs de protection du dépôt et le bon fonctionnement des systèmes d'alarme sont vérifiés périodiquement par le permissionnaire, qui doit pouvoir en justifier. Le permissionnaire doit, en outre, établir et remettre aux agents chargés de la garde une consigne fixant la conduite à tenir par ces derniers en cas d'alerte.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder à un contrôle annuel des dispositifs de protection et des systèmes d'alarme par un organisme extérieur ; la dernière vérification ayant été réalisée en date du 20 octobre 2025.</p> <p>Une consigne spécifique en cas d'alerte (télésurveillance : V11 du 21 octobre 2025) a été rédigée et est affichée dans le local de stockage des détonateurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/1987, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Manipulation des explosifs
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>La manutention des caisses ou cartons d'explosifs, la manipulation et la distribution des produits explosifs, ne doivent être confiées qu'à des personnes expérimentées, choisies et nominativement désignées par le préposé responsable du dépôt.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a rédigé une consigne (réf. CS/SOL/2017/021 version B du 21 mars 2023) décrivant les conditions de manutention, manipulation, ..., des produits explosifs, et mentionnant les personnes habilitées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Explosifs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/1987, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Registre de suivi</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le permissionnaire doit tenir un registre mentionnant les quantités de produits explosifs reçues et entreposées avec la date de réception et la provenance, ainsi que les quantités sorties avec les dates de livraison et les noms et qualités des personnes auxquelles elles ont été remises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose sur le site à la fois d'un registre papier et d'un outil informatique de suivi (logiciel Safe Track).</p> <p>La consultation du registre papier a permis de constater que celui-ci comportait toutes les informations réglementaires obligatoires (quantités reçues/entreposées/sorties, dates, noms des personnes).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>